

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Intelligence artificielle

Alibaba lève 10 milliards de dollars pour accélérer dans l'IA

Alibaba, géant chinois de la tech, prévoit d'émettre de nouvelles actions à Hong Kong afin de financer le développement de ses modèles ...

• (Page 08)

Suisse

Des logements proposés sans caution pour attirer les locataires

Face aux loyers hors de prix, certains propriétaires renoncent à exiger trois loyers d'avance. a flambée des loyers ...

• (Page 08)



Électricité

Une centrale thermique bifuel de 120 MW projetée à Lomé



• (Page 03)

Or

Le Togo engage la transition vers une extraction sans mercure

Face aux enjeux environnementaux et sanitaires liés à l'utilisation du mercure dans l'orpaillage artisanal, le ...

• (Page 02)

Circulation de faux billets

La BCEAO met en garde et appelle à la vigilance

Face à la prolifération sur les réseaux sociaux de vidéos et messages évoquant la circulation de faux billets de banque, la Banque Centrale ...

• (Page 04)

Afreximbank

CCXI confirme la note AAA/Stable pour la 2ème année consécutive

China Chengxin International Credit Rating Co., Ltd. (CCXI) a confirmé le 21 août 2026 pour la deuxième année consécutive la note de crédit d'émetteur AAA de la ...

• (Page 06)

Emploi

L'ANPE ouvre 1 200 stages d'immersion aux jeunes Togolais

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), en partenariat avec le secteur privé, a lancé le 21 août 2026 l'édition 2026 du programme « Vacances actives en ...

• (Page 11)

Partenariats public-privé

• (Page 04)

Bientôt une conférence sur les projets structurants du Togo

CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !

INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

CANALBOX-SOUSCRIPTION.CPAY.TG



Or

Le Togo engage la transition vers une extraction sans mercure

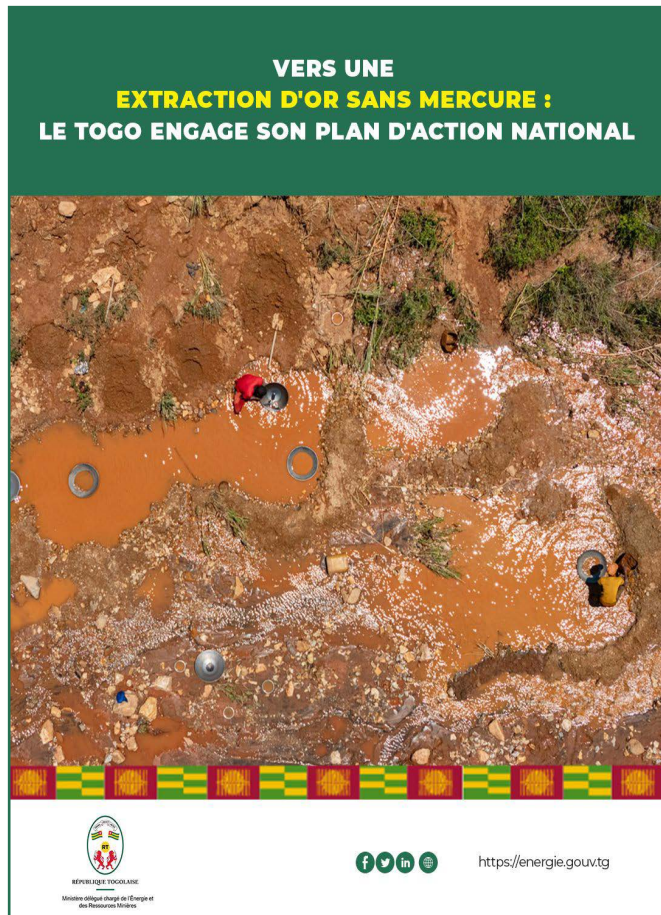
Face aux enjeux environnementaux et sanitaires liés à l'utilisation du mercure dans l'orpaillage artisanal, le Togo met en œuvre un Plan d'action national visant à réduire puis éliminer progressivement cette substance, tout en structurant davantage l'exploitation minière artisanale et à petite échelle.

● Joël Yanclo

Une activité qui fait vivre des milliers de personnes. L'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) occupe une place importante dans les moyens de subsistance de plusieurs milliers de personnes au Togo. Un inventaire réalisé en 2021 a recensé 9 825 travailleurs, dont 85 % de nationalité togolaise, principalement répartis dans les régions Centrale, des Plateaux et de la Kara. Le secteur représente également environ 1 621 unités économiques à travers le pays, témoignant de son poids dans les économies locales. Selon le ministère délégué chargé de l'Énergie et des Ressources minières, le développement de cette activité reste toutefois confronté à plusieurs défis. Ils concernent notamment l'identification des exploitants, l'organisation des activités, la traçabilité de la production, la sécurité des travailleurs ainsi que la protection de l'environnement.

Réduire puis éliminer l'utilisation du mercure

Parmi les principaux enjeux figure l'utilisation du mercure sur certains sites d'orpaillage artisanal. Pour répondre à cette problématique, le Togo a engagé un Plan d'action national visant à réduire puis à éliminer progressivement le recours à cette substance dans les activités d'extraction de l'or. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des engagements du pays au titre de la Convention de Minamata sur le mercure. Elle vise à favoriser des pratiques d'exploitation plus responsables et à limiter les impacts associés à l'utilisation de cette substance. L'objectif ne se limite donc pas à l'interdiction progressive du mercure. Il s'agit également d'accompagner les acteurs de l'EMAPE vers des méthodes d'exploitation plus



sûres et plus respectueuses de l'environnement.

Professionnaliser les acteurs de l'orpaillage

Le plan prévoit plusieurs actions destinées à renforcer la structuration de la filière. Parmi celles-ci figurent la promotion des coopératives d'orpailleurs et le renforcement des capacités techniques des exploitants. L'amélioration de la traçabilité de l'or constitue également un axe important. Elle doit permettre de mieux suivre la production et les circuits de commercialisation, tout en contribuant à une meilleure organisation du secteur. Le Togo entend par ailleurs promouvoir des techniques d'extraction à plus faible impact environnemental, afin de concilier les activités minières avec les impératifs de protection des ressources naturelles.

Meilleure coordination des acteurs

La mise en œuvre de ces différentes actions repose également sur une collaboration renforcée entre les institutions concernées. La Direction générale des mines et de la géologie (DGMG), l'Agence natio-

nale de gestion de l'environnement (ANGE) et les collectivités territoriales sont notamment appelées à coordonner leurs interventions pour assurer un meilleur encadrement des activités d'exploitation minière artisanale et à petite échelle. Cette coordination doit contribuer à une meilleure prise en compte des dimensions économiques, sociales, environnementales et sécuritaires de l'orpaillage.

Production nationale et exportations : un écart à expliquer

Les données disponibles font par ailleurs apparaître un écart entre la production nationale d'or, estimée à 165,74 kg par an, et certains volumes d'exportation attribués au Togo dans les statistiques internationales. Selon les éléments communiqués, cette différence s'explique en grande partie par le rôle du Togo comme plateforme commerciale et de transit régional pour l'or provenant notamment des pays voisins. Les volumes exportés ne correspondent donc pas nécessairement à la seule production issue des activités minières nationales.

AUX DÉCIDEURS ...

Passer de l'engagement à l'action

Trois outils destinés à renforcer l'engagement du secteur privé dans l'action climatique. Une étape importante dans la stratégie de résilience du Togo. Mais au-delà de la cérémonie et des instruments mis en place, l'enjeu véritable est désormais de transformer ces outils en décisions concrètes, en investissements et en résultats mesurables.

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine. Il se manifeste déjà à travers le dérèglement des saisons agricoles, les inondations, l'érosion côtière et la fragilisation des activités économiques. Pour un pays où une grande partie des populations dépend directement des ressources naturelles et des activités productives, la résilience climatique relève donc autant de la protection de l'environnement que de la sauvegarde de l'économie.

C'est précisément là que se situe l'intérêt des instruments lancés dans le cadre du projet NAP Readiness, financé par le Fonds vert pour le climat et mis en œuvre avec l'appui technique de la FAO.

La plateforme numérique d'informations climatiques et d'investissements, le Livret vert & climat du secteur privé et le plan de communication répondent à une difficulté souvent sous-estimée : l'accès à l'information et la capacité à identifier les opportunités de financement constituent encore des obstacles majeurs pour les entreprises qui souhaitent investir dans des solutions durables.

Une entreprise ne peut investir dans la transition écologique si elle ignore les mécanismes de financement disponibles, les opportunités de partenariat ou encore les données nécessaires à la prise de décision. La plateforme numérique peut donc devenir un véritable outil d'aide à l'investissement, à condition qu'elle soit régulièrement alimentée, accessible et effectivement utilisée par les opérateurs économiques.

Le Livret vert, quant à lui, doit dépasser le statut de simple document pédagogique. Il devra devenir un véritable guide pour accompagner les entreprises dans leur transformation vers des modèles économiques moins carbonés et plus résistants aux chocs climatiques.

Le rôle des organisations patronales sera déterminant. Le CNP-Togo, l'AGET, la CCI Togo et les organisations professionnelles disposent des réseaux nécessaires pour faire connaître ces instruments et accompagner leur appropriation. Leur implication doit désormais se traduire par une mobilisation permanente sur le terrain.

L'un des principaux défis reste celui du financement. Les ambitions climatiques du Togo ne pourront être réalisées sans une mobilisation importante de ressources publiques et privées. Le secteur financier doit, lui aussi, être pleinement associé à cette dynamique. Les banques, institutions de microfinance, investisseurs et mécanismes spécialisés devront développer des produits adaptés aux besoins des entreprises qui souhaitent engager leur transition.

Il faudra également créer les conditions permettant aux PME d'accéder plus facilement à ces financements. Car la transition climatique ne doit pas être réservée aux grandes entreprises disposant déjà des capacités techniques et financières nécessaires.

La lutte contre le changement climatique ne peut être l'affaire du seul gouvernement. Elle doit mobiliser l'État, le secteur privé, les institutions financières, les partenaires techniques et financiers, les collectivités et la société civile.

L'État doit créer un environnement favorable et assurer la cohérence des politiques publiques. Le secteur privé doit investir et innover. Les partenaires doivent poursuivre leur accompagnement. Les institutions financières doivent contribuer à orienter davantage les capitaux vers les activités durables.

Le Togo dispose désormais de trois instruments pour rapprocher ces différents acteurs. Il reste à leur donner toute leur portée.

Le plus important ne sera donc pas de compter le nombre d'entreprises ayant consulté la plateforme ou distribué le Livret vert. Il faudra mesurer les investissements climatiques effectivement mobilisés, les projets financés, les emplois verts créés et la capacité des entreprises à mieux résister aux risques climatiques.

Le secteur privé togolais est appelé à devenir un acteur majeur de la transition climatique. Il dispose désormais d'outils supplémentaires pour le faire. Le véritable enjeu est de passer de l'information à l'investissement, de l'engagement à l'action et des ambitions aux résultats.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Électricité

Une centrale thermique bifuel de 120 MW projetée à Lomé

Le Togo prévoit la construction d'une centrale thermique bifuel de 120 MW sur le site de la Centrale Thermique de Lomé. Soutenu financièrement par la Banque mondiale, le projet vise à répondre à la hausse de la demande et au déficit de capacité pilotable du système électrique national.

• Joël Yanclo

Une nouvelle capacité de 120 MW à Lomé. Le Gouvernement togolais projette la construction d'une centrale thermique bifuel de 120 MW sur le site de la Centrale Thermique de Lomé (CTL). Le ministère délégué chargé de l'Énergie a lancé un Avis de Mobilisation Anticipée de Marché afin de préparer la sélection du futur opérateur et de recueillir les observations des acteurs du secteur. Le projet bénéficie du concours financier de la Banque mondiale et s'inscrit dans le cadre du Pacte National de l'Énergie, adopté au titre de l'initiative Mission 300.

Répondre à une demande électrique en hausse

Cette nouvelle infrastructure doit contribuer à renforcer la capacité pilotable du système électrique togolais, dans un contexte marqué par une progression régulière de la consommation. Selon les données présentées dans l'avis, la pointe de consommation électrique a atteint environ 360 MW au premier trimestre 2026, avec une progression estimée à près de 10 % par an. La mise en place de cette nouvelle centrale vise ainsi à accroître les capacités nationales



de production et à renforcer la disponibilité de l'électricité face à l'évolution de la demande.

Centrale fonctionnant au gaz naturel et au combustible liquide

Le marché envisagé couvre plusieurs étapes, notamment la conception, la fourniture, l'installation, les essais et la mise en service de la centrale. L'infrastructure

sera réalisée sous une configuration modulaire composée de groupes moteurs bicom bustibles. Ceux-ci fonctionneront principalement au gaz naturel, avec la possibilité d'utiliser un combustible liquide en appoint. Le projet prévoit également la formation du personnel ainsi qu'une prestation de maintenance après la réception provisoire de l'installation. La centrale sera raccordée au réseau de transport électrique à

161 kV. La préparation du site et la réalisation de l'étude d'impact environnemental et social resteront à la charge du maître d'ouvrage.

Un marché ouvert aux acteurs spécialisés

À travers l'Avis de Mobilisation Anticipée de Marché, les autorités togolaises souhaitent recueillir les avis et recommandations des professionnels avant le lancement de la procédure de sélection. Les consultations doivent notamment permettre

d'évaluer l'intérêt du marché, de recueillir des observations sur les principales exigences, les risques et les opportunités du projet, mais aussi d'identifier les partenaires potentiels. Les constructeurs et ensemble disposant d'une expérience avérée dans la réalisation clé en main de centrales thermiques de puissance comparable sont particulièrement ciblés. Les opérateurs spécialisés dans la maintenance des moyens de production thermique sont également concernés. Les entreprises

togolaises et celles de la sous-région susceptibles d'intervenir en qualité de sous-traitants sont, elles aussi, invitées à contribuer au processus.

Sélection envisagée au quatrième trimestre 2026

Le lancement de la procédure de sélection du futur opérateur est envisagé au quatrième trimestre 2026. D'ici là, les autorités entendent exploiter les retours des acteurs du marché afin d'affiner les exigences techniques et contractuelles du projet. Cette démarche préparatoire doit permettre de mieux apprécier les conditions de réalisation de la centrale et de favoriser la mobilisation de partenaires disposant de l'expertise nécessaire. Avec cette centrale de 120 MW, le Togo cherche ainsi à accroître ses capacités de production électrique et à sécuriser davantage son approvisionnement, dans un contexte de croissance soutenue de la demande énergétique.

AVIS DE MOBILISATION ANTICIPÉE DE MARCHÉ

Projet de construction d'une centrale thermique bifuel de 120 MW sur le site de la Centrale Thermique de Lomé (CTL)

 <https://energie.gouv.tg>



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois



Décentralisation

Le Conseil de la Région Centrale explique ses actions à la FIB 2026

À l'occasion de la 4^e édition de la Foire Internationale de Blitta (FIB), le Conseil de la Région Centrale a échangé avec le public sur le processus de régionalisation au Togo, la répartition des compétences entre l'État et les collectivités territoriales ainsi que les actions engagées depuis 2025.



● Nicole Esso

La décentralisation était au cœur des échanges, vendredi 21 août 2026, à la 4^e édition de la Foire Internationale de Blitta. Le Conseil de la Région Centrale a saisi cette tribune pour présenter au public ses missions, ses compétences et son rôle dans le développement socio-économique de la région. Le panel, placé sous le thème « La régionalisation au Togo : création, missions et compétences des régions en tant que collectivités territoriales », a réuni le président du Conseil régional, Kwakou Kalessou, ainsi que les conseillers régionaux Apoudjak Wahab et Mawefaya Tomdoua. La délégation comprenait également Joël Nimon, conseiller régional et promoteur de la FIB, Bassowa Kafissina, secrétaire général du Conseil régional, et Pakoupotcho Gnimtoug, secrétaire général de la commune de Blitta 1, représentant le maire.

Clarifier la répartition des compétences

Les échanges ont notamment porté sur les interrogations des participants concernant les lourdeurs administratives et la nécessité, dans certains cas, de se référer aux ministères à Lomé avant la mise en œuvre de projets locaux. Face à ces préoccupations, les responsables régionaux ont apporté des explications sur le processus de décentralisation en cours au Togo. Ils ont rappelé que le transfert des compétences de l'État vers les collectivités territoriales se fait progressivement. Certains domaines, à l'instar de l'éducation, demeurent encore sous la tutelle directe des ministères. Les régions et les communes exercent ainsi leurs compétences dans un cadre où leur autonomie n'est pas encore totale, tout en intervenant en complément des actions de l'État. Pour les communes, l'accent est davantage mis sur les compétences de proximité. Le représentant de la commune de Blitta 1, Pakoupotcho Gnimtoug, a notamment cité la gestion des manifestations locales et l'organisation de travaux communautaires, notamment dans les domaines de l'assainissement et de

l'entretien des lieux publics, en collaboration avec les comités de développement à la base.

Des réalisations concrètes dans la Région Centrale

Au-delà des explications institutionnelles, le Conseil régional a présenté plusieurs réalisations menées au profit des populations depuis janvier 2025. Dans le secteur de l'éducation, des bâtiments scolaires ont été construits dans plusieurs préfectures de la Région Centrale. Le Conseil régional a également mis en avant ses interventions dans le domaine de l'accès à l'eau. Au total, 17 forages ont été réalisés, tandis qu'un projet de réhabilitation de 147 forages en panne est prévu au titre de l'année 2026. Le Conseil régional s'est également engagé dans le domaine des infrastructures sportives avec un projet de rénovation de cinq stades municipaux dans certaines communes de la région.



Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)



Partenariats public-privé

Bientôt une conférence sur les projets structurants du Togo

Acteurs publics, investisseurs, experts et professionnels du financement sont attendus le 3 septembre 2026 à Lomé pour une conférence consacrée aux contrats de Partenariat Public-Privé (PPP).

● Joël Yanclo

La rencontre entend favoriser les échanges sur les modèles de PPP et les conditions nécessaires à leur développement au Togo. Ainsi, la capitale togolaise sera, le 3 septembre 2026, au cœur des discussions sur les Partenariats Public-Privé (PPP). Acteurs publics, investisseurs, experts, professionnels du financement et opérateurs économiques se retrouveront à l'Hôtel 2 Février pour une conférence de haut niveau consacrée aux contrats de PPP. Cette rencontre ambitionne de créer un cadre de dialogue autour des expériences acquises, des différents modèles de partenariat et des perspectives de développement des PPP au Togo.

Mieux comprendre les mécanismes des PPP

Les échanges permettront aux participants de mieux appréhender les mécanismes liés aux contrats de Partenariat Public-Privé.



La conférence sera ponctuée de tables rondes, de retours d'expérience et de regards croisés, permettant d'aborder les PPP sous

Des regards croisés sur les projets structurants

La conférence sera ponctuée de tables rondes, de retours d'expérience et de regards croisés, permettant d'aborder les PPP sous

plusieurs angles. Les discussions devraient notamment mettre en lumière les enjeux liés à la conception, au financement et à l'exécution des projets en partenariat entre les secteurs public et privé. À travers cette rencontre, les organisateurs entendent ainsi contribuer au renforcement du dialogue entre les pouvoirs publics, le secteur privé et les partenaires financiers autour des projets structurants du Togo. Rendez-vous est donc pris le 3 septembre 2026 à l'Hôtel 2 Février de Lomé.

Circulation de faux billets

La BCEAO met en garde et appelle à la vigilance

Face à la prolifération sur les réseaux sociaux de vidéos et messages évoquant la circulation de faux billets de banque, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) tire la sonnette d'alarme. Dans un communiqué publié vendredi 21 août 2026, elle déconseille les méthodes d'authentification non officielles et appelle les populations à la vigilance pour éviter toute confusion entre billets authentiques et contrefaits.

COMMUNIQUÉ RELATIF A LA CIRCULATION DES BILLETS DANS L'ESPACE UMOA

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) informe le public de la diffusion sur les réseaux sociaux d'informations relatives à la circulation de faux billets et exposant une méthode d'identification basée sur des éléments de vérification inappropriés.

La BCEAO rappelle que l'utilisation de méthodes d'authentification non validées par l'Institut d'émission expose les usagers à un risque de confusion, pouvant conduire à des situations préjudiciables d'acceptation de contrefaçons ou, inversement, de refus injustifié de billets authentiques.

Elle invite les populations à faire preuve de vigilance, face à la diffusion de ces fausses informations et à se référer exclusivement à son site Internet (www.bceao.int), à la rubrique "Billets et pièces", à chaque fois que de besoin, pour disposer de renseignements fiables sur les sujets relevant notamment des billets et pièces de monnaie de son émission.

Enfin, la Banque Centrale se réserve le droit d'exercer des poursuites judiciaires à l'endroit des auteurs de communications de nature à saper la confiance dans les signes monétaires de son émission.

La Banque Centrale



**Global
Gateway**



Credit Vert pour les Femmes

Qui construisent l'avenir de l'Afrique

Melanin Kapital Neobank est une fintech proposant des prêts digitaux aux entreprises vertes à travers l'Afrique. En partenariat avec le programme IYBA WE4A, nous soutenons les entreprises vertes dirigées par des femmes dans 8 pays africains. Solutions de financement pour les actifs verts et le fonds de roulement.

Secteurs financés: Transformation Industrielle Durable Energies Renouvelables Agriculture et Aquaculture Economie Bleue et Circulaire

Financement d'Actifs Verts

Financez les technologies propres dont votre entreprise a besoin pour croître (solaire, e-mobilité, élevage, etc.)

\$1,000 - \$10,000 **9-12 mois** **Remboursements hebdomadaires**

Éligibilité:

- Entreprise enregistrée (auto-entrepreneur ou SARL)
- En règle fiscalement
- Minimum 6 mois d'activité
- Minimum 5 000 USD de chiffre d'affaires annuel

Prêt de Fonds de Roulement

Financez vos stocks et fournitures pour honorer vos commandes et renforcer votre trésorerie

\$50,000 - \$65,000 **6-9 mois** **Remboursements mensuels**

Éligibilité:

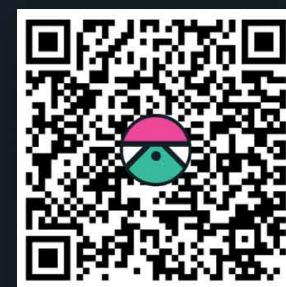
- Entreprise enregistrée (SARL)
- En règle fiscalement
- Facture ou bon de commande valide
- Minimum 10 000 USD de chiffre d'affaires annuel

Disponible pour les entreprises vertes détenues et dirigées par des femmes dans ces pays :



Que faire ensuite ?

- Scannez le code QR pour vous inscrire sur notre plateforme
- Complétez votre candidature en ligne
- Prenez rendez-vous avec notre équipe de financement ou contactez : credit@melaninkapital.co



« Investir dans les Jeunes Entreprises en Afrique : Entrepreneurat Féminin en Afrique » (IYBA WE4A) est un partenariat entre l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Il est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) à travers le partenariat de donateurs « Promotion de l'emploi des femmes pour la transformation verte en Afrique » (WE4D). Ils s'inscrivent dans le cadre de l'initiative Team Europe « Investir dans les Jeunes Entreprises en Afrique » (IYBA).

Implemented by

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH



melanin kapital

Afreximbank

CCXI confirme la note AAA/Stable pour la 2ème année consécutive

China Chengxin International Credit Rating Co., Ltd. (CCXI) a confirmé le 21 août 2026 pour la deuxième année consécutive la note de crédit d'émetteur AAA de la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), avec une perspective « Stable », soulignant ainsi la solidité financière et l'importance stratégique de la banque.

● Vivien Atakpabem

Dans son rapport de notation de crédit 2026 consacré à la banque, publié à Pékin le 30 juillet, CCXI a indiqué s'attendre à ce que la note de crédit de la Banque demeure stable au cours des 12 à 18 prochains mois. Le rapport a mis en avant les « atouts » d'Afreximbank, notamment « un positionnement stratégique de premier plan, un système de gestion des risques solide, la flexibilité de son développement commercial, une forte rentabilité, une gestion prudente des liquidités et un ratio de couverture très élevé des actifs circulants par rapport aux dettes à court terme », précisant que ces atouts « soutenaient fortement la solidité globale du profil de crédit de la Banque ». Commentant cette notation, M. Chandi Mwenebungu, Directeur général, Trésorerie et Marchés et Trésorier, a déclaré : « La confirmation par CCXI de notre notation AAA pour la deuxième année consécutive constitue une solide reconnaissance de la solidité financière d'Afreximbank, de sa gestion rigou-



reuse des risques et de son importance durable pour l'Afrique et l'Afrique globale. Elle démontre notre capacité à remplir notre mandat, à soutenir nos États membres en période d'incertitude et à mobiliser des capitaux grâce à la diversité et à la richesse des sources de financement disponibles sur les marchés locaux et mondiaux, tout en maintenant la résilience financière et la solidité institutionnelle attendues d'une banque multilatérale de développement de premier plan ». Cette notation renforce également l'accès d'Afreximbank à des sources de financement diversifiées, notamment en Chine, tout en consolidant l'empreinte, la visibilité et la présence croissantes de la Banque sur l'un des marchés de capitaux les plus vastes et les plus importants au monde. En 2025, la Banque a émis son premier emprunt obligataire « Panda » d'un

montant de 2,2 milliards de RMB, devenant ainsi la première institution multilatérale africaine de développement à accéder au marché des obligations « Panda » ; elle est ensuite devenue un participant direct au système de paiement interbancaire transfrontalier chinois (CIPS), renforçant ainsi son rôle dans la facilitation des flux commerciaux et d'investissement ainsi que des partenariats entre la Chine et l'Afrique. La confirmation de la notation CCXI fait suite à l'attribution, plus tôt cette année, par S&P Global Ratings, de notations de crédit à long terme « BBB+ » et à court terme « A-2 » à Afreximbank, assorties d'une perspective stable. Afreximbank bénéficie également de notations de catégorie investissement attribuées par GCR (« A »), la Japan Credit Rating Agency (JCR) (« A- ») et Moody's (« Baa2 »).

Côte d'Ivoire

Orange Money et Baloon simplifient l'accès à l'assurance automobile

Orange Money Côte d'Ivoire, via la super application Max It, et le courtier digital panafricain Baloon concrétisent le 05 février 2025 la signature d'un partenariat stratégique destiné à transformer l'accès à l'assurance automobile en Côte d'Ivoire.

● Nicole Esso

Dans un contexte où le taux de souscription à l'assurance automobile reste encore faible, ce partenariat ambitionne, aujourd'hui, de lever les principaux freins à l'assurance (complexité des démarches, déplacements multiples et délais de traitement) en proposant une solution simple, rapide et entièrement digitale. En associant la technologie, le réseau et la capacité de distribution d'Orange Money à l'expertise digitale et assurantielle de Baloon, les deux partenaires proposent aux automobilistes ivoiriens une nouvelle façon simple et pratique de souscrire une assurance, directement depuis l'application Max It. Dès à présent, les clients Orange Money peuvent souscrire à une assurance automobile en quelques clics, avec un devis instantané, le choix de la formule adaptée, un paiement sécurisé via Orange Money et la réception immédiate de leur attestation d'assurance sur leur téléphone, sans déplacement ni formalités complexes. Au-delà de la digitalisation du parcours

Votre assurance auto sans vous déplacer

Payez avec OM et recevez votre assurance auto numérique.

Rdv vite sur **Max it**

baloon **Orange Money**

client, cette initiative s'inscrit dans une volonté commune de renforcer l'inclusion financière et de faciliter l'accès à des services de protection essentiels, en particulier pour des populations encore insuffisamment assurées. « Ce partenariat avec Baloon marque une nouvelle étape dans notre ambition de rendre les services financiers digitaux accessibles au plus grand nombre. Grâce à Max It, nous simplifions l'accès à l'assurance automobile et contribuons à une meilleure protection des automobilistes en Côte d'Ivoire », déclare Rosemonde BILE-KOUADIO,

DG de Orange Money CI. « Avec Orange Money, nous partageons une vision commune : utiliser la technologie pour démocratiser l'assurance en Afrique. Ce partenariat nous permet de proposer une expérience fluide, transparente et adaptée aux réalités locales », ajoute Pauline Salançon, Country Manager de Baloon Assurance. Disponible 24h/24, l'assurance automobile sur Max It constitue une avancée majeure dans la modernisation des services financiers digitaux en Côte d'Ivoire et ouvre la voie à l'intégration progressive d'autres solutions d'assurance.

Algérie

Formation des talents IA pour soutenir la vision d'économie numérique

Alors que la course mondiale à l'IA désigne le capital humain comme facteur décisif, l'Algérie structure une réponse autour de la formation de masse, des infrastructures dédiées et une souveraineté technologique assumée.

Le talent, avant l'algorithme. C'est le choix que fait le gouvernement algérien en plaçant la formation au cœur de sa stratégie nationale d'intelligence artificielle. Le mercredi 5 août à Alger, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Kamel Baddari, a présidé la première réunion de coordination interministérielle consacrée à la mise en œuvre concrète du plan national d'IA. La rencontre a rassemblé des représentants de plusieurs ministères et organismes nationaux. Concrètement,



le plan repose sur 5 axes structurants. Le premier vise le développement de modèles d'IA gouvernementaux souverains et open source. Les autres portent sur les données, les infrastructures numériques, les compétences humaines et la modernisation de l'administration publique. L'objectif affi-

ché est de s'affranchir des solutions étrangères et de sécuriser les données nationales. Au cœur du dispositif, la formation. Lors de la Conférence nationale des universités le mois passé, Kamel Baddari a annoncé l'objectif de former 30 000 spécialistes en IA d'ici 2030. L'École nationale supé-

rieure d'intelligence artificielle (ENSIA) implantée au pôle technologique de Sidi Abdallah en constitue le fer de lance. Elle délivre un diplôme d'ingénieur d'État en IA et sciences des données, à la fin d'un cursus de 5 ans. Inauguré en avril dernier, ce campus s'étend sur 87 hectares et regroupe 4 écoles nationales pour 20 000 places au total. Le dispositif s'appuie sur des programmes parallèles déjà actifs. Le programme national « 7.77 » a été lancé plus tôt cette année par le ministère de la Poste et des Télécommunications. Il forme les

citoyens de tous âges aux compétences numériques de base. À fin mai 2026, il comptait 64 508 inscrits à l'échelle nationale, dont 15 221 dans la seule wilaya d'Alger. Un programme national de formation en IA a été lancé en avril dernier. Il associe le ministère de la Formation professionnelle à celui de l'Économie de la connaissance. La rentrée universitaire 2026-2027 amplifie la dynamique. Le parcours de chaque étudiant sera personnalisé par l'IA. Un modèle linguistique développé pour les universités algériennes épaulera

les enseignants, aidant à créer des activités pédagogiques et à évaluer les travaux. Kamel Baddari a qualifié cette orientation d'entrée dans « l'ère de l'université intelligente et productrice de richesse ». Le pari algérien s'inscrit dans une dynamique africaine documentée. Le rapport Global AI Diffusion Q1 2026 de Microsoft, qui mesure l'usage de l'IA par la population active, place l'Algérie au 9e rang africain. Quelque 13,2 % des actifs algériens utilisent déjà ces outils, devant le Maroc (11,7 %).

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 21 août 2026

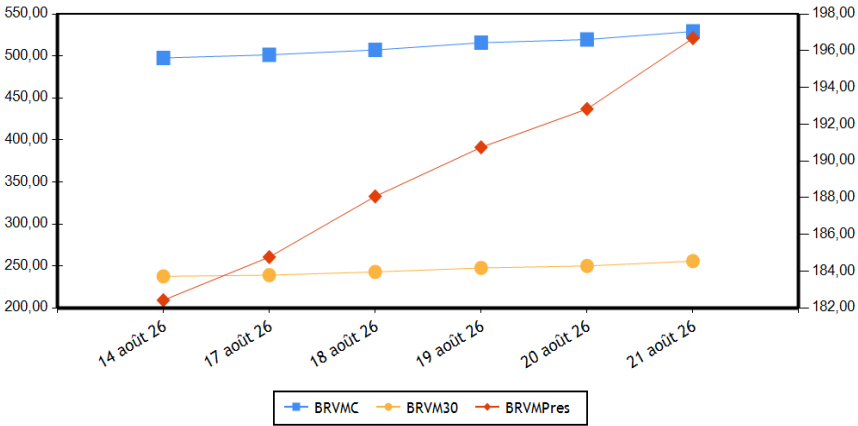
N° 158

BRVM COMPOSITE	529,15
Variation Jour	1,84 %
Variation annuelle	53,04 %

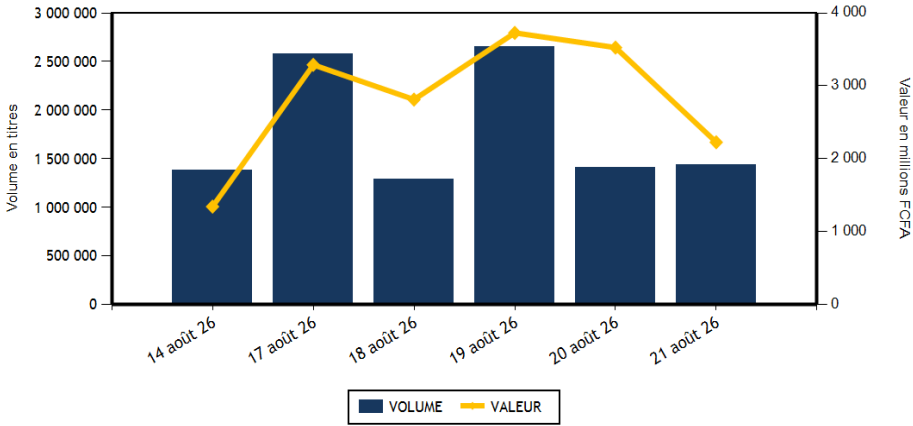
BRVM 30	255,75
Variation Jour	2,31 %
Variation annuelle	53,84 %

BRVM PRESTIGE	196,68
Variation Jour	2,00 %
Variation annuelle	36,35 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	20 404 575 896 987	1,84 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 438 017	2,21 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 193 061 129	-37,37 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	-34,62 %
Nombre de titres en baisse	22	37,50 %
Nombre de titres inchangés	8	60,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 861 354 468 228	0,00 %
Volume échangé	3 508	46,23 %
Valeur transigée (FCFA)	33 324 652	41,40 %
Nombre de titres transigés	19	35,71 %
Nombre de titres en hausse	4	100,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	13	30,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SONATEL SN (SNTS)	36 980	7,50 %	41,58 %
SAPH CI (SPHC)	9 440	5,59 %	19,49 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	9 985	5,11 %	70,68 %
ORANGE COTE D'IVOIRE (ORAC)	21 015	4,01 %	47,47 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	39 195	3,95 %	31,11 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	8 650	-7,49 %	162,12 %
CIE CI (CIEC)	6 900	-4,03 %	192,37 %
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	1 550	-2,52 %	121,43 %
BIIC BN (BICB)	8 200	-2,38 %	64,82 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	12 985	-2,37 %	80,85 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	196,68	2,00 %	36,35 %	58 771	960 146 360	12,69
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	382,84	0,15 %	75,90 %	1 379 246	1 232 914 769	21,67

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	212,69	2,20 %	59,75 %	1 438 017	2 193 061 129	17,38

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	135,97	5,63 %	43,28 %	19 999	522 783 150	13,52
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	211,46	1,90 %	22,22 %	40 275	122 182 085	40,75
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	244,23	-0,12 %	67,44 %	1 286 428	1 053 442 159	16,71
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	285,68	0,04 %	32,21 %	23 574	240 741 555	10,60
BRVM - INDUSTRIELS	6	222,99	0,53 %	68,51 %	40 024	88 825 910	118,77
BRVM - ENERGIE	4	176,32	0,83 %	58,98 %	18 577	96 212 000	20,29
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	284,75	-3,08 %	168,89 %	9 140	68 874 270	27,05

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	17,38
Taux de rendement moyen du marché	5,82
Taux de rentabilité moyen du marché	6,29
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	203
Volume moyen annuel par séance	1 920 045,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 762 033 864,54

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	29,62
Ratio moyen de satisfaction	49,52
Ratio moyen de tendance	167,16
Ratio moyen de couverture	59,82
Taux de rotation moyen du marché	0,13
Prime de risque du marché	0,003
Nombre de SGI participantes	36

Intelligence artificielle

Alibaba lève 10 milliards de dollars pour accélérer dans l'IA

Alibaba, géant chinois de la tech, prévoit d'émettre de nouvelles actions à Hong Kong afin de financer le développement de ses modèles et de ses infrastructures d'intelligence artificielle. Une opération destinée à rassurer sur sa capacité à transformer ses investissements massifs en revenus.

Alibaba remet dix milliards de dollars dans la machine à intelligence artificielle. Le géant chinois de la tech a annoncé dimanche son intention d'émettre pour 80 milliards de dollars de Hong Kong, soit 10,2 milliards de dollars américains, de nouvelles actions sur la place hongkongaise. « L'augmentation de capital est entreprise afin de renforcer le leadership mondial de la société dans l'IA », a expliqué Alibaba dans un communiqué. L'intégralité du produit net de l'opération doit financer ses capacités dites « full stack », des modèles aux applications en passant par les infrastructures nécessaires à leur fonctionnement.

Des actionnaires

Suisse

Des logements proposés sans caution pour attirer les locataires

Face aux loyers hors de prix, certains propriétaires renoncent à exiger trois loyers d'avance.

La flambée des loyers pèse de plus en plus lourd sur le budget des ménages suisses, certains consacrant désormais plus d'un tiers de leurs revenus à leur logement. Face à cette pression, des propriétaires commencent à renoncer à la caution locative afin de rendre leurs appartements plus attractifs. En deux ans, leur nombre a augmenté de 60% dans les offres de location, comme l'écrit «Blick» en se basant sur une analyse de la société de conseil immobilier CIFI. Le phénomène reste encore marginal, mais sa progression interpelle Donato Scognamiglio, expert immobilier chez CIFI et député PEV au Grand Conseil zurichois. Selon lui, la multiplication des logements proposés sans caution pourrait être le signe que, dans certaines régions, les loyers ont atteint un plafond. Renoncer à la caution serait notamment un moyen d'attirer davantage de candidats lorsqu'un appartement peine à trouver preneur et risque de



● Alibaba mise en particulier sur ses modèles d'IA ouverts Qwen de plus en plus utilisés par les développeurs à travers le monde. DR - REUTERS - REUTERS - Dado Ruvic

impatients

Alibaba a déjà consacré plusieurs dizaines de milliards de dollars à cette technologie. Ses actionnaires attendent désormais de voir comment ces dépenses massives se traduiront en revenus et en bénéfices. Alibaba mise en particulier sur ses mo-

dèles d'IA ouverts Qwen. De plus en plus utilisés par les développeurs à travers le monde, ils constituent l'un des principaux instruments de ses ambitions internationales. La nouvelle levée de fonds doit désormais lui permettre de changer d'échelle.

(Avec AFP)



● Les chantiers en périphérie se multiplient, attirant les locataires avec des offres sans caution. Pixelbay

rester vacant. D'après l'expert, cette pratique concernerait en particulier des logements anciens ou des constructions neuves situées en périphérie. La caution sert normalement de garantie au propriétaire en cas de loyers impayés, de dégâts constatés lors du départ du locataire ou d'autres créances liées au bail. Pour un logement, elle ne peut pas dépasser trois mois de loyer et doit être déposée sur un compte bancaire au nom du locataire.

Plus de 10'000 francs à avancer

L'absence de caution peut également constituer un argument pour des appartements haut de gamme destinés notamment aux expatriés. Avec des loyers

de plusieurs milliers de francs par mois, la somme à immobiliser peut rapidement dépasser 10'000 francs. Une dépense que même des personnes disposant de revenus confortables ne sont pas toujours en mesure d'assumer immédiatement. Wincasa, l'une des principales régies immobilières du pays, avance aussi un argument administratif: supprimer la caution permet de simplifier les démarches. La régie préfère recourir à cet avantage pour séduire les locataires plutôt que d'offrir un ou plusieurs mois de loyer. Une telle gratuité entraîne directement une perte de revenus et pourrait surtout donner l'impression que le loyer demandé est trop élevé.

Avec lematin.ch

Concurrence fiscale

Les millionnaires préfèrent désormais l'Italie à la Suisse

Cette année, seuls 1800 millionnaires devraient s'installer en Suisse, contre 3000 l'année précédente. La raison est avant tout fiscale.

La Suisse reste une destination privilégiée pour les grandes fortunes internationales, mais son pouvoir d'attraction semble s'éroder. Selon une estimation non publiée de New World Wealth obtenue par «Schweiz heute», environ 1800 millionnaires devraient s'installer dans le pays cette année, contre 3000 en 2025. Le solde migratoire des millionnaires reculerait ainsi de 40%. Cette baisse s'expliquerait notamment par une concurrence de plus en plus forte venue d'Italie. Le pays propose aux contribuables fortunés un régime d'imposition forfaitaire sur leurs revenus étrangers. Selon Andrew Amoils, responsable de la recherche chez New World Wealth, les riches Britanniques et Français seraient désormais plus nombreux à privilégier l'Italie. «La Suisse n'est plus aussi attractive fiscalement qu'auparavant», explique Andrew Amoils à «Schweiz heute». D'autres destinations à faible fiscalité, comme Monaco, le Monténégro, le Panama



ou les îles Caïmans, séduisent également davantage les grandes fortunes. La Suisse n'a pourtant pas durci sa fiscalité. Les impôts n'ont pas augmenté et l'initiative de la Jeunesse socialiste en faveur d'un impôt sur les successions a été rejetée en novembre dernier. Ce sont surtout ses concurrents qui ont amélioré les conditions offertes aux plus fortunés. Dès 2025, l'Italie figurait ainsi parmi leurs destinations favorites, avec les États-Unis et les Émirats arabes unis.

L'impôt sur la fortune pèse sur les entrepreneurs

PwC Suisse constate également la montée en puissance de la concurrence italienne. L'impôt suisse sur la fortune peut notamment peser lourdement sur les entrepreneurs, qui doivent parfois puiser dans les dividendes de leur société pour s'en

acquitter. Selon PwC, cette situation pousse un nombre croissant d'entre eux à envisager un départ pour l'Italie. Toutes les régions suisses ne sont toutefois pas logées à la même enseigne. Zoug, Schwyz, Lucerne, Nidwald et Obwald restent particulièrement recherchés par les nouveaux arrivants fortunés. La sécurité demeure par ailleurs l'un des atouts de la Suisse, même si cet avantage est lui aussi quelque peu écorné. Plusieurs villas appartenant à de riches résidents de la région lémanique ont récemment été cambriolées. L'ancien champion de Formule 1 Alain Prost figure parmi les victimes. Selon une enquête auprès des entreprises citée par «Schweiz heute», 70% des sociétés interrogées estiment que la situation en matière de sécurité s'est détériorée au cours des trois dernières années.

Avec lematin.ch

France

Roland Lescure prolonge la surtaxe des grands groupes

Roland Lescure a confirmé lundi sur BFMTV que la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises survivra dans le budget 2027, tout en espérant en réduire le taux. Créée pour un an, la contribution doit rapporter 7,3 milliards d'euros en 2026 et touche environ 300 groupes.

« Si on peut la baisser, on le fera, mais aujourd'hui ce n'est pas facile. » Roland Lescure a confirmé lundi 24 août sur BFMTV que la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises devrait être reconduite dans le projet de loi de finances pour 2027. Le ministre de l'Économie ne promet qu'un éventuel allègement de ses taux. La suppression, elle, disparaît du scénario budgétaire. La raison tient en un chiffre: 7,3 milliards d'euros de recettes attendues en 2026. Dans une trajectoire où le gouvernement veut ramener le déficit public au plus près de 5 % du produit intérieur brut, Bercy peine à abandonner une recette d'une telle taille.

Comment fonc-



● Roland Lescure. BFMTV

tionne la contribution exceptionnelle sur les bénéfices ?

La surtaxe ne s'applique pas à toutes les entreprises françaises. Elle concerne environ 300 groupes réalisant au moins 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Le seuil porte sur les ventes annuelles. L'assiette de l'impôt, elle, reste le bénéfice imposable :

ce qui demeure après déduction des charges fiscalement admises. Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25 %. Pour les groupes dont le chiffre d'affaires se situe entre 1,5 et 3 milliards d'euros, la majoration porte le taux apparent à 30,15 %. Au-delà de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires, il atteint 41,2 %. Ces deux paliers constituent le cœur du dispositif 2026. Ce dernier taux s'applique à l'impôt dû par les entreprises visées, pas directement à leur chiffre d'affaires. Une entreprise qui vend beaucoup mais dégage une faible base taxable ne verse pas mécaniquement 41,2 % de ses ventes au fisc.

(Avec agences)



PLATEFORME DE MISE EN RELATION AVEC DES EXPERTS SÉNIORS

Valorisons l'excellence. Sécurisons la souveraineté de notre expertise.

THE WEST OFFICE est la plateforme régionale exclusive dédiée à la mobilisation de « l'Or Gris ». Nous réunissons l'élite des praticiens de haut niveau, cadres émérites et hauts fonctionnaires, prêts à mettre leur immense expérience au service de missions stratégiques de conseil, d'audit et d'accompagnement pour les secteurs régaliens et privés.

L'INCLUSIVITÉ

Offrir à nos hauts profils une seconde vie professionnelle active, valorisante et à la hauteur de leur prestige.

LA CONTINUITÉ

Éviter les ruptures de compétences critiques dans la conduite des grands projets stratégiques du continent.

LE TRANSFERT

Garantir que chaque intervention senior devienne le socle du mentorat de la jeune génération de cadres.

**Vous avez plus de 15 ans d'expérience ?
Votre savoir est une richesse.**

**Rejoignez notre réseau sélectif
Continuez à impacter l'économie régionale**

L'excellence de l'expérience

Rejoignez l'élite des experts sur www.thewestoffice.com

**INSCRIVEZ-VOUS
GRATUITEMENT**

HOROSCOPE finance

Bélier Regardez-y à deux fois avant de vous embarquer dans des opérations financières ou immobilières : le domaine spéculatif cachera bien des embûches aujourd'hui, vu les obscurs aspects de Saturne. Ce conseil de prudence est particulièrement valable si les opérations envisagées sont proposées par des partenaires faisant jouer la fibre sentimentale en même temps que l'intérêt matériel.

Taureau Avec Neptune, planète de chance, en cet aspect, vous pouvez vous attendre à bénéficier d'une solide protection dans le domaine financier. Faites confiance à votre bonne étoile, elle ne va pas vous lâcher. Au point que vos revenus pourraient même augmenter sans que vous ayez fait le moindre effort pour cela !

Gémeaux Plus que jamais, la rigueur sera de mise dans la gestion de votre situation matérielle. Vous devrez aussi faire preuve d'une certaine méfiance. En effet, des personnes peu scrupuleuses pourraient chercher à vous soutirer de l'argent sous prétexte de vous aider à faire fructifier vos ressources. Évitez également de prêter des sommes importantes à de simples relations : vous ne les reverriez jamais !

Cancer Jupiter accroîtra sensiblement vos ressources. Son influence pourra correspondre à l'obtention d'une prime quelconque. Mais, comme plus souvent il joue sur des rentrées qui ne dépendent pas directement de votre travail personnel, il peut indiquer dans certains cas la promesse ou l'arrivée d'un héritage et, dans d'autres, l'obtention d'une bourse, ou encore l'amélioration d'une retraite, d'une pension.

Lion Vous devrez être très prudent en ce qui concerne vos finances ; ne plaisantez pas sur ce sujet et surtout ne contractez pas de dettes. De nombreuses activités liées aux finances seront particulièrement favorisées cette fois, notamment le commerce et les voyages. Des transactions immobilières pourront enfin aboutir comme vous le souhaitiez.

Vierge Les astres vous promettent une chance certaine sur le plan financier. Mais vous devrez éviter de voir trop grand dans vos entreprises, car vous pourriez vous laisser aller à prendre des risques inutiles susceptibles d'entraîner de lourdes pertes. Chance accrue aux jeux de hasard tout au long de la journée ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Balance L'ambiance astrale sera assez neutre. L'action de la planète principale, Saturne, sera peu influente sur le plan financier, où elle pourrait suggérer des placements utiles qui demandent une certaine audace et l'esprit de décision.

Scorpion Dans le domaine financier, redoublez de précautions contre les escrocs en tout genre, qui chercheront à abuser de votre naïveté. Ainsi, gardez-vous de confier votre argent à ceux qui vous promettent de vous aider à faire fortune du jour au lendemain.

Sagittaire Le secteur argent sera dans l'ensemble protégé. Vos rentrées financières devraient s'accroître et vous permettre de réaliser de bons placements. N'hésitez pas à demander un rendez-vous à votre banquier.

Capricorne Placée sous les auspices bénéfiques de Mercure, cette journée sera celle de la réussite financière. Ce sera le moment de prendre des risques, de spéculer. La chance vous soutiendra de manière insolente, vous permettant d'augmenter sensiblement vos gains avec un minimum d'efforts. Il faudra cependant éviter de se laisser griser par le succès, de tomber dans le piège d'une vie facile, avec la possibilité de se retrouver finalement sous le pont du clochard !

Verseau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Poisson Côté finances, méfiez-vous des propositions trop belles pour être honnêtes. Soyez très vigilant et n'accordez pas trop vite votre confiance ; sinon vous risquez de le regretter. Choisissez de jouer la carte de la sécurité.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0650/1112/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Édité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



COMMISSION DE LA CEDEAO
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



Ouverture des candidatures
3 août 2026.
Clôture des candidatures
31 août 2026.

2^e ÉDITION DU PRIX DES STARTUPS DE LA CEDEAO

Thème :

Soutenir la croissance des startups
ouest-africaines pour la transformation
numérique, l'intégration régionale et le
développement durable des écosystèmes
de chaînes de valeur afin de stimuler
l'accès au marché.



Masterclass virtuelle :
21 - 25 septembre 2026.
HEURE : 09h00 (UTC)



Événement physique :
28 - 30 septembre 2026.
HEURE : 09h00 (UTC)



LIEU :
Nouveau siège de la CEDEAO,
Abuja, Nigeria.

CARACTÉRISTIQUES

La 2^e édition réunira 60 startups des États membres de la CEDEAO. Elle comprendra des masterclass, des cliniques pour startups, des compétitions de pitch, des expositions, des espaces de rencontre avec les investisseurs, des dialogues sur les politiques publiques et un accompagnement post-récompense pour l'accélération. L'accent sera mis sur les six secteurs prioritaires suivants :

- Éducation et développement des compétences
- FinTech
- HealthTech
- AgriTech et systèmes alimentaires
- Énergie propre, climat et innovation verte
- Tourisme, hôtellerie et TravelTech

PRIX ET AVANTAGES

- Prix en espèces pour les 3 startups les plus innovantes
 - 1^{er} prix — 30 000 USD
 - 2^e prix — 20 000 USD
 - 3^e prix — 15 000 USD

Avantages pour tous les participants

- Programme d'accélération de 6 mois, renforcement des capacités et accompagnement par mentorat
- Visibilité régionale
- Accès aux investisseurs
- Opportunités de réseautage

www.ecowasstartupawards.ipawas.org | ecowas.startup@ipawas.org

+234 803 437 0473, +234 809 223 3488, +234 708 271 4272

En partenariat avec :



Mis en œuvre par :



Emploi

L'ANPE ouvre 1 200 stages d'immersion aux jeunes Togolais

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), en partenariat avec le secteur privé, a lancé le 21 août 2026 l'édition 2026 du programme « Vacances actives en entreprise ». L'initiative prévoit le placement de 1 200 étudiants dans des entreprises togolaises pour un mois d'immersion professionnelle.

● Wilson Lawson

1 200 jeunes attendus en entreprise. Une nouvelle opportunité d'insertion professionnelle s'ouvre aux jeunes Togolais. L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) a lancé, le 21 août, l'édition 2026 de son programme « Vacances actives en entreprise » (VAE). Mis en œuvre avec le concours du secteur privé, le dispositif prévoit le placement de 1 200 étudiants au sein d'entreprises togolaises, pour des stages d'immersion d'une durée d'un mois. L'initiative vise à rapprocher les jeunes du monde professionnel et à leur permettre d'acquérir une première expérience concrète avant leur entrée définitive sur le marché du travail.

Renforcer les compétences des étudiants

Au-delà de la découverte de l'entreprise, le programme entend contribuer au développement des compétences pratiques et relationnelles des bénéficiaires. Cette immersion doit notamment permettre aux étudiants de mieux comprendre les exigences du milieu professionnel, de mettre en pratique les connaissances acquises au cours de leur formation et de développer des aptitudes utiles à leur future insertion.



Un dispositif ouvert aux 18-35 ans

Le programme s'adresse aux Togolais âgés de 18 à 35 ans, inscrits au titre de l'année universitaire 2025-2026 dans un établissement d'enseignement reconnu par l'État. Sont notamment concernés les étudiants en fin de cycle Licence ayant validé les 120 premiers crédits, ainsi que ceux inscrits en Master, toutes filières confondues. Des conditions particulières sont également prévues en fonction de l'année d'obtention du BAC II, avec une attention particulière accordée aux titulaires d'un BTS/DUT obtenu en 2026. Toutefois, certains profils sont exclus du dispositif. Les candidats ayant déjà bénéficié du programme AIDE de l'ANPE, du volontariat national de l'ANVT ou de l'édition 2025 du programme « Vacances actives en entreprise » ne sont pas éligibles à l'édition 2026.

Les candidatures ouvertes jusqu'au 30 septembre

Les inscriptions se font exclusivement en ligne, du 22 août au 30 septembre 2026, via la plateforme dédiée de l'ANPE. Le dossier de candidature devra notamment comporter une carte d'identité nationale, une carte d'étudiant, l'attestation du BAC II, les relevés de notes, un RIB, un acte de naissance légalisé et une photo d'identité. Les pièces devront être transmises dans les formats PDF, JPEG ou PNG, conformément aux exigences de la plateforme.

Des stages prévus entre septembre et octobre

Les candidats retenus effectueront leur immersion professionnelle entre septembre et octobre 2026, pour une durée d'un mois. À travers cette nouvelle édition, l'ANPE entend poursuivre ses efforts en faveur de l'employabilité des jeunes et renforcer les passerelles entre le monde universitaire et celui de l'entreprise. L'Agence rappelle enfin que toutes les démarches liées à l'appel à candidatures sont entièrement gratuites.

Journée internationale de la jeunesse

Une causerie débats et un match de football marquent la célébration à Dapaong

Une causerie débat sur le thème : « Différents contextes, aspirations communes » et un match de football ont marqué la célébration de la Journée internationale de la jeunesse le vendredi 21 août à Dapaong.

L'activité est initiée par la maison de la jeunesse de Dapaong sous le parrainage du ministère chargé de la Jeunesse et des Sports. Elle vise à promouvoir l'engagement des jeunes dans la dynamique du développement durable et de la cohésion sociale. Il est question d'illustrer la diversité des réalités vécues par les jeunes dans la localité, ainsi que la convergence de leurs aspirations en matière d'éducation, d'emploi, de participation et de développement durable. La causerie-débat s'est articulée sur les Violences basées sur le genre (VBG), les orientations scolaires et l'entrepreneuriat. Le match de football a opposé le FC MJD « Maison des jeunes de Dapaong » au FC Padjou. Il s'est soldé par la victoire de MJD sur un score de 4 buts contre 2. Le secrétaire général de la préfecture de Tône, Dr. Kombate-Sanwogou Soukpiéba a indiqué que cette journée constitue



une occasion privilégiée de mettre en lumière le rôle essentiel de la jeunesse dans la construction des communautés et dans la réalisation des ambitions de développement du pays. Pour lui, le thème retenu cette année rappelle que malgré la diversité des réalités sociales, économiques, culturelles et géographiques, les jeunes partagent des aspirations communes, notamment l'accès à une éducation de qualité, à l'emploi et à l'entrepreneuriat, la sécurité, la participation à la vie publique et au développement de leur communauté. Le responsable de la maison des jeunes de Dapaong, Alexis Kakouanou a indiqué qu'il est important de créer des espaces où les

jeunes peuvent se rencontrer, échanger leurs expériences, partager leurs préoccupations et réfléchir ensemble aux solutions des défis qui les concernent. « À travers les différentes activités nous voulons offrir à la jeunesse un cadre d'expression, de réflexion, d'apprentissage et de rapprochement. Nous voulons également rappeler que la jeunesse ne doit pas être considérée uniquement comme une bénéficiaire des politiques publiques, mais comme une véritable partie prenante et un acteur du développement », a-t-il souligné. La journée internationale de la jeunesse est célébrée le 12 août de chaque année.

ATOP/JK/AR/KYA

Tône/agriculture

Des pépiniéristes formés aux techniques améliorées de production de plants

Huit (8) pépiniéristes de la préfecture de Tône ont été formés sur les techniques de production de plants, du 19 au 21 août à Dapaong.

La formation est initiée par l'ONG Recherche, appui et formation aux initiatives d'Auto-développement (RAFIA), en collaboration avec Agonomes et vétérinaires sans frontières (AVSF), des organisations paysannes, l'Union régionale des organisations de producteurs de céréales de la région des Savanes (URO-PC-S) et l'Union féminine des Savanes (UNIFESA), avec l'appui financier de l'Agence française de développement (AFD). Elle entre dans le cadre du Projet d'appui à la transition agroécologique des exploitations familiales (PATAEF). L'occasion a permis de renforcer les capacités techniques et matérielles des pépiniéristes locaux, afin d'améliorer durablement la production de plants forestiers et agroforestiers de qualité dans la zone d'intervention du projet. Il s'agissait de promouvoir les bonnes pratiques de gestion des pépinières, d'améliorer la qualité des plants produits et leur taux de survie après plantation et de doter les bénéficiaires de matériels essentiels à la production de plants. Les participants ont suivi des modules sur « Principes de la produc-



tion de plants ; Installation d'une pépinière ; Techniques améliorées de production ; Gestion technique de la pépinière et Gestion économique de la pépinière ». A l'issue de la formation, ils ont été dotés de matériels pour la pratique de leurs activités. Il s'agit notamment d'intrants (semences forestières et agroforestières, substrats organiques), de matériels de production (pots de pépinière, arrosoirs, brouettes, pelles, houes, râteaux), d'équipements de production (bottes, gants, arrosoirs, seaux) et autres matériel tels que des sécateurs, tammis, bâches, cordeaux, étiquettes de marquage selon les besoins.

Avec ATOP/JK/AR/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres			
DEVELOPPEMENT ET INEGALITES		INFRASTRUCTURES	
PIB/habitant (PNI, 2023)	1 001 USD	Taux d'accès à l'électricité (BP, 2023)	57,2%
Classification (PIB, 2023)	160/184	Taux d'accès à l'eau potable (BP, 2023)	71%
Coefficient de GINI (BP, 2023)	37,5	Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BP, 2023)	39%
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BP, 2023)	26,6%	Classement Afrique infrastructure développement index (AIDI, AIDI 2023)	43/54
Taux d'alphabétisation des adultes (BP, 2019)	67%	Classement Afrique infrastructure développement index (AIDI, AIDI 2023)	43/54
Nombre moyen d'années de scolarité (NO, 2022)	5,6 ans	Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BP, 2022)	29/54
Part de l'emploi vulnérable (BP, 2022)	71%	Part de la population utilisant l'internet (BP, 2022)	74%
Part de la population vivant dans des bidonvilles (BP, 2020)	59%	Indice de performance logistique (BP, 2023)	30%
AFD par habitant (BP, 2022)	49 USD	Indice de performance logistique (BP, 2023)	37% (2023)
Taux d'inclusion financière (BP, 2021)	49,6%	Indice de performance logistique (BP, 2023)	2,6
SANTÉ ET SECURITE ALIMENTAIRE		Classements d'indicateurs de gouvernance	
Nombre de malades pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	Transparency international 2023	126/180
Coté santé de la population pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	Pio Ibrahim 2023	22/54
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	Reporters sans frontières 2024	113/180



FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION,
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI)



THÈME

FINANCEMENT DES SECTEURS AGRICOLE, IMMOBILIER ET MINIER EN AFRIQUE

19 au 22 Oct. 2026

Conakry, Guinée

- ▶ **Master Class 1**
« La Clinique du Droit »
- ▶ **Master Class 2**
« Marketing, Digitalisation
et Distribution
des Produits & Services Financiers
à l'Ère de l'IA »
- ▶ **Master Class 3**
« Financial Lab : Maîtriser l'Art du Financement »
- ▶ **Master Class 4**
« L'Atelier de l'Entrepreneur »

BONUS

- Un annuaire du forum
- Des sessions de networking dédiées
- Une communication sur mesure



+224 627 55 63 98

inscriptions@foni.africa

+228 93 03 36 36

inscriptions sur www.foni.africa

Organisé par



Organisé par **AFRIK FINANCES** : Leader de l'Intermédiation en Afrique